



RC

Création
scénographique d'une
exposition itinérante

Octobre 2025

POUVOIR AJUDICATEUR

Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNRVF

Maison du Parc – 95450 Théméricourt

Accueil : 01 34 48 66 10

Règlement de consultation

**OBJET : Conception et réalisation de la scénographie
d'une exposition itinérante sur les patrimoines du Vexin
français**

Marché public de services

Marché à procédure adaptée

référence interne :

17112025-LP

Date limite de réception des dossiers :

17 novembre 2025 à 17h

Date d'envoi à la publication :

Octobre 2025



Article 1 - Pouvoir adjudicateur

Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNRVF

Maison du Parc – 95 450 Théméricourt

01 34 48 66 10

Adresse internet : www-pnr-vexin-francais.fr

Article 2 – Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la conception et la réalisation d'une exposition itinérante sur la thématique des patrimoines du Vexin français, comprenant la scénographie, la production des supports et l'accompagnement à la mise en œuvre.

Lieu d'exécution : PNRVF. Maison du Parc – 95450 Théméricourt.

Article 3 : Caractéristiques de la procédure

Article 3.1 - Allotissement

Le marché n'est pas alloté conformément à l'article R. 2113-10 du code de la commande publique. Il n'est pas prévu d'allotissement car les prestations de conception scénographique, de production des supports et de réalisation technique sont étroitement liées et indissociables pour garantir la cohérence artistique et technique de l'exposition.

Article 3.2 - Décomposition par tranche

Sans objet

Article 3.3 - Montage du marché

Le montant du marché est estimé entre 110 000 et 140 000 € HT.

Article 3.4 - Durée du marché

La durée du marché est estimée à 1 an maximum et prendra effet à sa date de notification.

Article 3.5 - Nomenclature

Code CPV 92521100-0 : Services d'exposition dans les musées

Code CPV 79822500-7 : Services de conception graphique

Article 4 – Documents contractuels

Les pièces contractuelles du marché sont classées par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement
2. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
4. La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
5. Les actes spéciaux de sous-traitance (le cas échéant)

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de services (arrêté du 30 mars 2021 CCAG-FCS) s'applique aux clauses non contrairement définies par les documents particuliers du marché.

Article 5 – Condition de la consultation

Article 5.1 – Conditions réglementaires

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée, conformément à l'article R. 2123-1 du code de la commande publique, son montant étant inférieur au seuil de 214 000 € HT applicable aux collectivités territoriales

Article 5.2 – Étapes de la procédure

Comme précisé à l'article 7 du présent document, les entreprises souhaitant répondre à la consultation remettront avant la date et l'heure limites précisées un dossier complet comprenant tous les documents cités.

Le Parc analysera les offres proposées au regard des critères définis à l'article 9 du présent document. Dans le cadre de la procédure adaptée, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mener des négociations avec les candidats ayant remis une offre, conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique.

Ces négociations pourront porter sur tous les éléments de l'offre. Le pouvoir adjudicateur peut également attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Article 5.3 – Conditions de participation

5.3.1 Sous-traitance

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt et le montant des sous-traitances prévues.

5.3.2 – Cotraitance

La cotraitance est autorisée sous réserve de la forme imposée du groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Article 5.4 – Modalités de financement et de paiement

Le paiement se fera par virement au moyen d'un mandat administratif. Le délai global de paiement est de 30 jours conformément à l'article L. 2192-10 du code de la commande publique. La répartition du paiement de la prestation sera réalisée après chacune des phases du marché suite à la validation des contenus et sur présentation de la facture correspondante au montant de la phase achevée.

Article 6 – Utilisation des résultats

Il est opéré au profit de la personne publique à titre exclusif, la cession de l'intégralité des droits ou titres de toutes natures afférents aux résultats auxquels pourront donner lieu les créations et les conceptions nées du présent marché.

Sont concernés les droits de production, de représentation, d'adaptation, de publication, de communication, d'arrangement, de correction, d'incorporation et de traduction. La cession de ces droits concerne l'ensemble des supports et porte sur tous les modes d'exploitation quel qu'en soit le procédé. Elle est opérée pendant toute la durée légale et pour tous les pays.

Le titulaire garantit le Parc contre les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs résultats, notamment pour l'exercice du droit à reproduire.

Si le Parc est victime d'un trouble de jouissance des prestations exécutées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

Le titulaire ne peut faire aucun usage commercial, ni communiquer ou publier les résultats, sur quelque support que ce soit, sans l'accord préalable de la personne publique. Le cas échéant, le titulaire en fait demande au Parc par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de la réception et d'en garantir la confidentialité. Le Parc répond dans un délai de deux mois, en précisant l'usage commercial autorisé. L'absence de réponse du Parc vaut rejet implicite de la demande du titulaire.


Article 7 – Présentation et conditions de remise de l'offre

Article 7.1 – Composition du DCE

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend :

- Le règlement de consultation
- L'acte d'engagement
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)

Article 7.2 – Présentation du dossier de candidature

 <p>En cas de réponse électronique, par le formulaire « DUME »</p>	<p>En cas de réponse électronique standard, sans passer par le formulaire « DUME »</p>
<p>Candidature</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une liste de références de moins de trois ans pour des prestations de même nature en indiquant le montant, l'année de réalisation et le destinataire public ou privé. <p>Conformément aux articles R.2143-4 et R.2143-16, les soumissionnaires pourront</p>	<p>Candidature</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>La déclaration d'intention de soumissionner</u> : formulaire DC1 (formulaire joint) dans sa version révisée au 01 avril 2019 (ou équivalent), complété ; • <u>La déclaration du soumissionnaire</u> :

<p>remettre un document unique de marché européen exclusivement électronique (e-DUME) en lieu et place des documents mentionnés ci-après : DC1, DC2, attestation sur l'honneur ou équivalents.</p> <p>Le e-DUME est établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type et disponible sur la plateforme https://www.e-marchespublics.com/</p> <p>Dans le cas où le e-DUME est rédigé dans une autre langue que la langue française, le candidat joint une traduction en français. Attention, le e-DUME ne remplace pas les éléments demandés au titre de l'offre.</p>	<p>formulaire DC2 (formulaire joint) dans sa version révisée au 01 avril 2019 (ou équivalent), complété ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'attestation sur l'honneur jointe à dater si le soumissionnaire n'utilise pas le formulaire DC1 cité ci-dessus ; • Une liste de références de moins de trois ans pour des prestations de même nature en indiquant le montant, l'année de réalisation et le destinataire public ou privé ; • La liste des moyens humains et matériels du soumissionnaire ; • Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet de l'appel d'offres, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (à compléter dans le DC2 le cas échéant).
--	---

Le soumissionnaire qui, pour une raison justifiée (soumissionnaire étranger, société en formation, ou toute autre raison justifiée), ne serait pas en mesure de fournir les justifications demandées au titre de ses capacités techniques, financières et professionnelles est admis à présenter tout document similaire ou équivalent à ceux demandés et à prouver sa capacité par tout moyen approprié.

En cas de groupement :

Dans le cas où le soumissionnaire ferait une offre sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire, les pièces administratives et techniques décrites ci-dessus concernant chaque membre du groupement devront être fournies. En outre, la lettre de candidature dûment complétée (emploi du formulaire DC1 mis à jour le 01/04/2019 ou équivalent) sera jointe lorsque le mandataire sera habilité par les membres du groupement à présenter la candidature.

Dans le cas où le soumissionnaire ferait une offre sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire.

En cas d'emploi du e-DUME, un e-DUME distinct doit être remis pour chacun des membres du groupement. Dans ce cas, chaque e-DUME doit être rédigé en français ou traduit.

En cas de sous-traitance :

Si le soumissionnaire envisage dès son offre de sous-traiter une partie de ses prestations, il devra joindre une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup

des divers motifs d'exclusion cités aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique. Conformément à l'article R.2143-16 du code de la commande publique, le candidat devra joindre une traduction en français s'il utilise un e-DUME rédigé dans une autre langue.

En outre, le soumissionnaire devra produire les références mentionnées ci-dessus concernant son ou ses sous-traitants. Pour justifier des capacités professionnelles, financières et techniques d'autres entreprises sur lesquelles il s'appuie pour présenter sa candidature, le soumissionnaire produit les mêmes documents concernant cette entreprise que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. Si le soumissionnaire candidate sous la forme d'un e-DUME et s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie relative à la sous-traitance du e-DUME et fournit un formulaire e-DUME distinct par sous-traitant.

Pour justifier qu'il dispose des capacités de cette entreprise pour l'exécution de l'appel d'offres, le soumissionnaire produit un engagement écrit du sous-traitant.

Dans l'hypothèse où les éléments constituant la candidature seraient incomplets (pièces incomplètes ou manquantes), le PNRVF demandera au(x) soumissionnaire(s) auquel il est envisagé d'attribuer l'appel d'offres, de compléter son dossier de candidature. Le soumissionnaire disposera alors d'un délai raisonnable et précisé dans la lettre adressée par le PNRVF à compter de la date de réception de cette lettre pour produire ou compléter les éléments manquants. Passé ce délai, la candidature concernée sera rejetée.

La conformité administrative (au regard du DC1, DC2, déclaration sur l'honneur le cas échéant ou équivalents) et les capacités professionnelles, techniques et financières seront analysées conformément aux dispositions des articles R.2143-5 à R.2143-15 et R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique. En application de l'article R.2143-8 du code de la commande publique, les soumissionnaires sont informés que l'appel d'offres ne pourra être notifié au soumissionnaire retenu que sous réserve que celui-ci produise :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, ainsi que les pièces mentionnées aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, dans le délai indiqué à compter de l'envoi par le PNRVF du courriel l'informant de l'attribution de l'appel d'offres. Le soumissionnaire devra alors transmettre la copie des certificats attestant la déclaration et le paiement des impôts, taxes et cotisations sociales délivrées par les administrations fiscales et organismes compétents (attestation fiscale et attestation URSSAF dite de vigilance) ;
- L'extrait d'inscription au registre du commerce et des sociétés datant de moins de 3 mois (K ou K bis) ou équivalent ;
- Une liste nominative des salariés étrangers que la société emploie et qui sont soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L.5221-2 du Code du travail (article D.8254-2 ou D.8254-5 du Code du travail), détaillant, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail OU une attestation sur l'honneur du non-emploi de salariés étrangers au sein de la société ;

- Si la société fait appel à des travailleurs détachés au sens de l'article L.1262-1 et L.1262-2 du code du travail, l'ensemble des documents prévus par l'article R.1263-12 et suivants ou une attestation sur l'honneur de non appel à des travailleurs détachés ;
- Devra être également remis un certificat de l'Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (AGEFIPH) attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du même code. Enfin, si l'entreprise est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.

En outre le marché ne pourra être notifié que si le(s) soumissionnaire(s) auquel il est envisagé d'attribuer l'appel d'offres produit dans le délai imparti les documents suivants :

- En cas de présentation seule :
 - L'acte d'engagement signé ;
 - Et le cas échéant, le pouvoir de la personne habilitée à l'engager.
- En cas de présentation sous la forme de groupement :
 - Si le mandataire n'a pas été habilité par tous les membres du groupement : l'acte d'engagement devra être signé par chacun des membres du groupement ;
 - Si le mandataire a été habilité par les membres du groupement : l'acte d'engagement sera signé uniquement du mandataire avec communication des mandats des autres membres du groupement l'habilitant à signer.

Dans l'hypothèse où le soumissionnaire ne pourrait fournir ces documents dans le délai précité, son offre serait rejetée. Le soumissionnaire dont l'offre aura été classée immédiatement après la sienne sera alors sollicité pour produire les certificats, attestations, et justifications nécessaires, avant que l'appel d'offres ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Article 7.3 - Présentation des offres

Les documents constituant l'offre sont listés ci-dessous :

- L'acte d'engagement ;
- La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le mémoire technique comprenant : une note d'intention avec esquisses, une méthodologie et un calendrier de travail et enfin un dossier de références avec présentation des principales réalisations et éventuellement de prestation(s) similaire(s).
- Le CCAP et le CCTP signés.

Conformément aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables seront éliminées. Toutefois, l'acheteur se réserve le droit d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cela n'a pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à modifier, même subsidiairement, et sous peine d'irrecevabilité de leur offre, les dispositions contenues dans les pièces du marché.

La rédaction de tous les documents doit se faire dans la langue Française sous peine de non-analyse.

La monnaie de compte est l'Euro.

La signature ne sera obligatoire qu'au moment de l'attribution. Elle est donc facultative au moment du dépôt des offres. Néanmoins, le dépôt de votre offre vaut engagement.

Article 7.4 - Transmission des plis

Les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre doivent être transmis obligatoirement par voie électronique sur la plateforme : <https://www.e-marchespublics.com/>

Les plis remis (ou dont l'avis de transmission électronique est délivré) après la date et l'heure limite fixées et indiquées en première page pour le présent règlement, ainsi que les plis contenant un virus, ne sont pas retenus.

Format de fichiers acceptées :

- doc / .rtf / .pdf / .xls ou tableur / image : PNG / JPEG / .ppt, .odt,
- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", com, .scr, les formats vidéo ;
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ; ActiveX, Applets, scripts, etc

Les candidats peuvent également transmettre dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou support papier (uniquement pour la copie de sauvegarde).

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde – marché public- exposition itinérante – Ne pas ouvrir ». A défaut le pli ne pourra pas être accepté.

Adresse postale d'envoi de la copie de sauvegarde : Syndicat mixte du PNRVF - Maison du Parc - 95450 Théméricourt

Article 8 – Modification du dossier de consultation

Le PNRVF se réserve le droit d'apporter au plus tard six jours avant la date et l'heure limites fixées pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront, alors, répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Article 9 – Critères de sélection

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-6 à R.2152-8, R.2152-11 et R.2152-12 du code de la commande publique au moyen des critères suivants.

Après élimination des offres irrégulières, inacceptables et inappropriées, il sera procédé à l'analyse des offres au regard des critères développés ci-dessous. Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse se fera en fonction des critères pondérés suivants :

- Prix : 30 %

- Valeur technique : 70 %

Ces critères seront appréciés et affectés d'une note selon les sous critères ci-après.

Sur le critère « prix » jugement sur un total de 100 points :

Ce critère fait l'objet de sous pondérations suivantes :

- 80 points sont attribués à la valeur financière de l'offre, telle que mentionnée dans l'acte d'engagement. L'entreprise la moins-disante obtient le nombre de points maximum, c'est-à-dire 80 points sous réserve de prix anormalement bas (ou aberrants). Les autres entreprises reçoivent des points au prorata de l'écart de prix entre leur offre et l'offre la moins disante selon la formule suivante :

$$N = 80 \times (\text{Montant de l'offre la moins-disante} / \text{Montant de l'offre considérée})$$

- 10 points sont attribués pour le respect du cadre DPGF, ce sous critère sera jugé au vu de la complétude et du respect des lignes de la DPGF.

- 10 points pour la qualité de l'étude de prix, ce sous-critère sera jugé au vu de la cohérence entre les prix et l'expertise qu'il sera apportée.

Note « prix » = somme des points attribués pour chacun des sous critères

En cas de discordance constatée dans une offre, le montant hors taxe porté en toutes lettres dans l'acte d'engagement prévaudra sur toute autre indication de l'offre. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient relevées dans la décomposition du prix global forfaitaire ne seront pas prises en compte pour le jugement. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera avisé des erreurs commises.

Sur le critère « Valeur technique » jugement sur un total de 100 points

- 20 points pour compréhension de la commande, adéquation des propositions aux objectifs et besoin de l'exposition itinérante ainsi qu'au publics visés
- 20 points pour la qualité des réponses techniques apportées aux contraintes de l'exposition
- 20 points pour l'inventivité des matériels scénographiques
- 20 points pour les moyens humains affectés à l'exécution de l'opération
- 10 points pour la méthodologie et l'organisation des différentes phases (mode opératoire, délais)
- 10 points pour la prise en compte du critère d'éco-conception

Note « valeur technique » = somme des points attribués pour chacun des 6 sous critères

Note de l'offre : Chaque offre est notée comme suit : chacun des critères de sélection est examiné et noté sur 100 tel que précisé ci-avant, chaque note est affectée de son coefficient pondérateur. Le total des notes ainsi obtenues constitue la note définitive de l'offre.

Les offres sont classées par ordre décroissant de la note définitive, la mieux classée sera retenue.

Article 10 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 150 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Article 11 – Renseignements complémentaires

Les candidats peuvent obtenir des renseignements complémentaires en posant des questions à travers la plateforme <https://www.e-marchespublics.com/>

Article 12 – Indications relatives aux recours

Instances chargées des procédures de recours

Tribunal administratif de Cergy Pontoise

2-4 boulevard de l'Hautil BP 322 – 95 027 Cergy Pontoise

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Tribunal administratif de Cergy Pontoise

2-4 boulevard de l'Hautil BP 322 – 95 027 Cergy Pontoise